



## Assemblée générale

Distr.  
GENERALEA/47/593  
3 novembre 1992  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAISQuarante-septième session  
Point 108 de l'ordre du jourCOORDINATION ADMINISTRATIVE ET BUDGETAIRE ENTRE L'ORGANISATION  
DES NATIONS UNIES ET LES INSTITUTIONS SPECIALISEES AINSI QUE  
L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUESituation budgétaire et financière des organismes des  
Nations UniesRapport statistique du Comité administratif de coordination

1. Le présent rapport est le premier d'une série de rapports statistiques qui seront publiés par le Comité administratif de coordination (CAC), à la demande du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Sous réserve de quelques modifications, il contient les statistiques qui figuraient précédemment dans les rapports que le Comité consultatif présentait à l'Assemblée générale au titre du point de l'ordre du jour relatif à la coordination administrative et budgétaire entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique.

2. Conformément à la pratique suivie par le Comité consultatif, le CAC s'était proposé de publier ces rapports annuellement, à partir de la quarante-sixième session. Compte tenu toutefois du cycle biennal que l'Assemblée générale, dans sa résolution 46/220 du 20 décembre 1991, a adopté pour le programme de travail de la Cinquième Commission, la publication du présent rapport a été reportée à la quarante-septième session afin de coïncider avec l'examen du point correspondant de l'ordre du jour 1/. Le deuxième rapport de la série sera publié avant la fin de la présente session. Le CAC souhaiterait que l'Assemblée générale lui donne des directives sur la périodicité de ce rapport.

---

1/ Le CAC a également tiré parti de ce délai pour revoir le rapport de manière générale, en fonction de la situation à la fin de 1991 et, dans certains cas, pour y inclure des données de fin d'exercice.

3. Les statistiques contenues dans le présent rapport sont présentées dans des tableaux qui peuvent être regroupés sous quatre titres principaux, ainsi qu'il est indiqué ci-après :

a) Budgets ordinaires et contributions mises en recouvrement

Tableau 1. Budgets ordinaires approuvés (1983-1992). Ce tableau correspond au tableau A.1 des rapports précédents. Il fait apparaître, pour chacune des organisations considérées dont le budget ordinaire est financé par des contributions mises en recouvrement <sup>2/</sup> et pour chacune des années de 1983 à 1992, le montant total des crédits ouverts au titre du budget approuvé, y compris les crédits additionnels.

Tableau 2. Contributions mises en recouvrement (1983-1992). Ce tableau correspond au tableau A.2 des rapports précédents. Il fait apparaître, pour chacune des organisations et des années indiquées au tableau 1, le montant des contributions payables par les Etats Membres au titre des budgets ordinaires approuvés. Il ne comprend pas les contributions mises en recouvrement au titre d'activités extrabudgétaires, comme certaines opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies.

Tableau 3. Quotes-parts (en pourcentage) (1992). Ce tableau correspond au tableau F des rapports précédents. Il indique, pour la dernière année visée par le rapport (1992), la quote-part de chacun des Etats membres des organisations visées dans les tableaux précédents au titre de leurs budgets ordinaires approuvés.

Tableau 4. Recouvrement des contributions (1990 et 1991). Ce tableau correspond au tableau G des rapports précédents. Il fait apparaître, pour chacune des organisations visées dans les tableaux précédents, le pourcentage des contributions dues pour l'année en cours au titre du budget ordinaire approuvé qui avaient été acquittées au 30 juin et au 31 décembre des deux dernières années pour lesquelles on disposait de données (1990 et 1991). Il fait également apparaître, pour chaque organisation, le montant total de toutes les contributions dues au titre du budget ordinaire approuvé qui n'avaient pas été acquittées au 31 décembre de ces deux années. (On a pu, exceptionnellement, inclure dans le présent rapport les chiffres au 31 décembre; normalement, on indiquerait les chiffres au 30 septembre.)

---

<sup>2/</sup> Les organisations considérées sont l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation internationale du Travail (OIT), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), l'Organisation des Nations Unies pour l'aviation civile internationale (OACI), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Union postale universelle (UPU), l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'Organisation météorologique mondiale (OMM), l'Organisation maritime internationale (OMI), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

b) Fonds de roulement

Tableau 5. Fonds de roulement (1992). Ce tableau correspond au tableau E des rapports précédents; cependant, pour aligner la présentation sur celle du tableau 1, on a indiqué le montant net des crédits ouverts plutôt que le montant brut. Le tableau fait apparaître, pour chacune des organisations, le montant du fonds de roulement par rapport à celui des crédits ouverts au titre du budget ordinaire approuvé pour la dernière année visée par le rapport (1992) et pour l'exercice financier correspondant.

c) Dépenses et recettes au titre des contributions volontaires

Tableau 6. Fonds extrabudgétaires : dépenses (1989 et 1990). Ce tableau correspond au tableau D.2 des rapports précédents. Il fait apparaître les dépenses engagées au titre des ressources extrabudgétaires reçues en espèces ou en nature par chacune des organisations visées dans les tableaux précédents et par les organisations financées par des contributions volontaires <sup>3/</sup> au cours des deux dernières années pour lesquelles on dispose de données (1989 et 1990). Il est tenu compte des dépenses relatives à toutes les activités pour lesquelles les organisations remplissent les fonctions d'agent d'exécution sauf, comme dans le tableau 2, des dépenses relatives aux opérations de maintien de la paix qui sont financées par des fonds extrabudgétaires.

Tableau 7. Fonds extrabudgétaires : montants en espèces reçus à titre de contributions volontaires (1989 et 1990). Ce tableau correspond au tableau D.1 des rapports précédents, mais a été simplifié par souci de clarté. Il fait apparaître les contributions volontaires reçues en espèces par chacune des organisations figurant au tableau 6, au cours des deux mêmes années (1989 et 1990). Les données correspondent aux montants en espèces versés directement aux organisations considérées et sont donc moins complètes que les données relatives aux dépenses engagées au titre des fonds extrabudgétaires qui figurent au tableau 6.

d) Ressources en personnel

Tableau 8. Effectifs au 31 décembre 1990. Ce tableau correspond au tableau intitulé "Nombre de fonctionnaires" qui figure dans la section des rapports précédents contenant les observations générales. Il indique le nombre de fonctionnaires occupant des postes inscrits au budget ordinaire ou financés par des fonds extrabudgétaires, ainsi que le nombre de participants à la

---

<sup>3/</sup> Les organisations considérées dont le financement est assuré par des contributions volontaires sont le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Programme alimentaire mondial (PAM).

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, dans chacune des organisations visées au tableau 1, à la date la plus récente pour laquelle on dispose de données (31 décembre 1990).

4. Comme les organismes du système ont de plus en plus tendance, dans leurs budgets, à indiquer leurs besoins de personnel en mois de travail, et que de ce fait, le nombre des postes permanents est moins utile comme indicateur des engagements de dépenses et comme instrument de contrôle budgétaire, il a été convenu avec le Comité consultatif de ne plus présenter le tableau B qui figurait dans ses rapports précédents (Postes permanents). En revanche, le tableau C (Apport des budgets ordinaires aux activités de coopération technique), qui est également omis dans le présent rapport, sera rétabli sous une forme révisée dès que des données auront été réunies selon la nouvelle présentation qui doit être adoptée pour les rapports ex post facto sur les dépenses d'appui des organisations établis à l'intention du Conseil d'administration du PNUD.

5. L'attention du lecteur est appelée sur les notes accompagnant les tableaux. Dans plusieurs cas, ces notes contiennent non seulement des éclaircissements concernant certains chiffres mais aussi des explications générales touchant la portée et l'interprétation des données présentées.

6. Le CAC a trouvé jusqu'ici extrêmement utiles les statistiques contenues dans les rapports du Comité consultatif et espère qu'il en sera de même pour les données figurant dans cette nouvelle série de rapports. Il essaiera de développer et de clarifier encore davantage les informations présentées. Il souhaiterait à cette fin recevoir les suggestions des lecteurs.

Tableau 1

## Budgets ordinaires approuvés, 1983-1992 a/

(En dollars des Etats-Unis)

Organisation	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
ONU	631 260 550	682 373 100	682 373 100	725 270 700	725 270 700	751 490 200	765 005 200	838 121 800	999 414 800	1 007 548 800
OIT	120 179 588	127 359 263	127 359 263	139 898 476	139 898 475	178 493 665	178 493 666	165 220 000	165 220 000	202 845 000
FAO	183 320 000	210 570 000	210 570 000	218 500 000	218 500 000	246 180 000	246 180 000	284 400 000	284 400 000	338 455 500
Unesco	208 458 000	187 205 000	187 205 000	164 053 490	164 053 490	175 193 000	175 193 000	189 394 000	189 394 000	222 352 000
OACI	26 218 000	29 141 000	30 509 000	32 349 000	30 816 000	32 105 000	33 701 000	39 393 000	43 917 000	47 006 000
OMS	234 450 000	260 050 000	260 050 000	271 650 000	271 650 000	304 490 000	304 490 000	326 870 000	326 870 000	367 468 000
UPU	9 531 284	9 380 480	10 986 268	14 727 976	18 207 279	17 032 986	16 968 634	20 655 276	20 023 986	21 025 175
UIT	43 777 936	40 724 400	53 342 000	67 538 100	85 027 500	81 421 040	78 951 180	103 776 930	100 996 150	102 527 970
OMM	18 558 700	18 750 000	19 480 000	23 559 000	26 348 600	28 692 500	25 662 857	36 484 921	32 402 692	39 164 336
OMI	12 731 400	12 593 800	11 848 200	14 480 000	15 205 000	18 187 500	16 480 900	23 757 677	26 199 009	26 499 024
OMPI	16 463 532	17 350 400	20 754 067	29 418 452	36 340 441	37 181 250	33 255 280	54 136 220	48 411 189	65 737 413
ONUDI <u>b/</u>	-	-	-	67 569 250	67 569 250	91 449 645	91 449 646	90 240 750	90 240 750	90 506 700 <u>c/</u>
AIEA	91 561 000	96 830 000	95 025 000	98 680 000	103 899 000	137 337 000	157 540 000	162 832 000	178 878 000	207 056 000
<b>Total</b>	<b>1 596 509 990</b>	<b>1 692 327 443</b>	<b>1 709 501 898</b>	<b>1 867 694 444</b>	<b>1 902 785 735</b>	<b>2 099 253 786</b>	<b>2 123 371 363</b>	<b>2 335 282 574</b>	<b>2 506 367 576</b>	<b>2 738 191 918</b>

(Voir notes page suivante)

---

(Notes du tableau 1)

a/ Ce tableau indique le montant estimatif des dépenses effectivement approuvées au titre des budgets ordinaires, compte tenu de tous les crédits additionnels approuvés, déduction faite des contributions du personnel. Aucun ajustement n'a été apporté aux chiffres. Dans le cas des organisations qui ont une réserve non répartie, celle-ci n'est pas incluse dans les chiffres indiqués, de sorte que les comparaisons ne portent que sur les budgets de fonctionnement effectifs. Le montant estimatif des dépenses d'appui à des activités extrabudgétaires est inclus dans la mesure où il est intégré aux budgets ordinaires. Le montant estimatif des remboursements à effectuer à des comptes sur lesquels des prélèvements ont été opérés pour financer des dépenses inscrites au budget ou des dépenses additionnelles autorisées est indiqué pour la période où le remboursement est effectué. Les chiffres correspondant à des budgets biennaux ont été divisés en deux chiffres annuels égaux. Les crédits additionnels sont indiqués pour les années auxquelles ils se rapportent. Dans le cas des budgets libellés dans une monnaie autre que le dollar des Etats-Unis, les montants ont été convertis en dollars sur la base du taux de change pratiqué pour les opérations de l'ONU à la fin de chaque année, sauf dans le cas des chiffres de 1992, qui ont été convertis sur la base du taux pratiqué en décembre 1991. Les taux utilisés sont les suivants - a) francs suisses par rapport au dollar (UPU, UIT, OMM, OMPI) : 1983 - 2,18; 1984 - 2,50; 1985 - 2,09; 1986 - 1,68; 1987 - 1,36; 1988 - 1,44; 1989 - 1,61; 1990 - 1,27; 1991-1992 - 1,43; b) dollars par rapport à la livre sterling (OMI, à partir de 1988) : 1988 - 1,72; 1989 - 1,56; 1990 - 1,97; 1991-1992 - 1,77.

b/ Le budget de l'ONUDI était inclus dans celui de l'ONU jusqu'à l'exercice biennal 1986-1987.

c/ Déduction faite des dépenses remboursables.

Tableau 2

Contributions mises en recouvrement (1983-1992) a/

(En dollars des Etats-Unis)

Organisation	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
ONU	588 347 789	649 685 500	658 406 964	700 434 350	724 536 742	724 128 050	747 074 062	790 869 100	921 399 706	985 010 800
OIT b/	122 572 715	127 359 263	127 359 263	126 557 343	126 557 343	162 413 757	194 573 574	165 220 000	165 220 000	202 845 000
FAO	176 190 000	197 290 000	197 290 000	198 000 000	198 000 000	240 320 000	240 320 000	278 400 000	278 400 000	316 780 000
Unesco c/	199 160 000	172 350 000	172 350 000	127 925 490	127 925 490	188 434 849	167 937 680	182 426 500	182 426 500	216 108 000
OACI	24 190 000	27 090 000	28 362 000	30 124 000	28 830 000	30 090 000	31 640 000	34 005 816	41 040 000	44 090 000
OMS	219 950 000	230 300 000	230 300 000	240 755 000	240 755 000	289 990 000	276 029 000	306 668 000	306 668 000	355 292 900
UPU	8 533 257	7 455 000	9 579 904	12 727 000	16 542 220	15 616 410	13 792 090	19 204 370	18 296 455	19 316 269
UIT	35 970 137	34 167 300	42 852 400	56 019 960	67 014 360	63 492 240	57 617 640	83 949 650	77 043 870	80 151 140
OMM	14 075 100	18 750 000	19 270 000	15 769 400	23 372 361	33 697 728	25 505 683	34 595 158	34 081 014	39 164 336
OMI	11 221 400	10 653 800	10 132 479	11 918 000	12 291 000	16 087 700	15 969 900	23 300 984	25 452 069	26 070 684
OMPI	8 371 560	8 011 600	9 583 254	13 561 310	16 752 206	15 833 333	14 161 491	18 807 384	16 613 205	16 585 586
ONUDI d/	-	-	-	57 903 402	57 903 402	77 141 721	77 141 721	78 359 050	78 359 050	89 631 400
AIEA e/	81 036 000	88 786 000	87 340 000	90 570 000	95 909 000	129 137 000	148 531 000	154 931 000	164 466 000	198 467 000
Total	1 489 617 958	1 571 898 463	1 592 826 264	1 682 265 255	1 736 389 124	1 986 382 788	2 010 293 841	2 170 737 012	2 309 465 869	2 589 513 115

(Voir notes page suivante)

---

(Notes du tableau 2)

a/ Ce tableau indique le montant des contributions effectivement payables par les gouvernements pour financer les dépenses inscrites aux budgets ordinaires et toutes dépenses additionnelles. Aucune autre source de financement n'est indiquée. Dans le cas des organisations qui ont une réserve non répartie, le montant correspondant des contributions n'est pas inclus dans les chiffres indiqués. Il n'est pas tenu compte des effets de l'application des dispositions concernant les fonds de péréquation des impôts. Sauf indication contraire, les contributions au titre de budgets libellés dans des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis sont converties en dollars sur la même base que les crédits inscrits aux budgets (voir tableau 1, note a/).

b/ Contributions payables en francs suisses en vertu du système adopté en 1990. Ces contributions ont été converties en dollars aux taux ci-après : 1990-1991 = 1,75; 1992 = 1,55.

c/ La part des contributions payables en francs français en vertu du système adopté en 1988 qui permet le paiement des contributions en deux monnaies est calculée sur la base du taux de change suivant entre le franc français et le dollar : 1988-1989 = 6,04; 1990-1991 = 6,40; 1992 = 5,75. Les montants effectifs sont sujets à variation en fonction des taux de change pratiqués pour les opérations de l'ONU.

d/ Voir note b/ du tableau 1. Les montants ont été calculés sur la base des taux de change ci-après du schilling autrichien par rapport au dollar en vertu du système adopté en 1988 permettant le paiement partiel des contributions en schillings : 1988-1989 = 12,20; 1990-1992 = 12,90. Les montants effectifs sont sujets à variation en fonction des taux de change pratiqués pour les opérations de l'ONU.

e/ Les montants ont été calculés sur la base des taux de change ci-après du schilling autrichien par rapport au dollar en vertu du système permettant le paiement partiel des contributions en schillings qui a été adopté en 1986 : 1986 = 19,50; 1987 = 19,50; 1988 = 14,20; 1989-1991 = 12,70; 1992 = 10,90. Les montants effectifs sont sujets à variation en fonction des taux de change pratiqués pour les opérations de l'ONU.

**Tableau 3**  
Barèmes des quotes-parts applicables à l'année 1992  
(En pourcentage)

Membres a/	ONU	OIT	FAO b/	Unesco c/	OACI	OMS	UPU	UIT	OMM	OMI	OMPI	ONUOI	AIEA d/
Afghanistan	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,02	0,02	-	-	0,01	0,007
Afrique du Sud	0,41	-	-	-	0,50	0,44	-	0,27	0,50	1/	1,82	-	0,299
Albanie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,07	0,02	-	-	0,01	0,007
Algérie	0,16	0,15	0,18	0,16	0,30	0,15	0,54	0,27	0,14	0,23	0,38	0,16	0,100
Allemagne	8,93	9,29	10,96	8,84	7,29	9,18	5,36	7,99	8,83	2,13	6,14	8,87	9,614
Angola	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,07	0,02	0,03	0,01	0,01	-
Antigua-et-Barbuda	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	-	0,02	0,02	0,11	-	-	-
Antilles néerlandaises	-	-	-	-	-	-	0,11	-	0,02	-	-	-	-
Arabie saoudite	0,96	1,01	1,19	0,95	1,21	1,00	2,68	2,66	0,81	0,44	0,37	0,95	1,047
Argentine	0,57	0,65	0,77	0,56	0,65	0,65	1,07	0,07	0,78	0,44	0,55	0,56	0,444
Australie	1,51	1,56	1,84	1,49	1,66	1,54	2,14	3,99	1,62	0,82	3,64	1,50	1,608
Autriche	0,75	0,73	0,87	0,74	0,56	0,72	0,54	0,27	0,71	0,12	2,00	0,74	0,757
Bahamas	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,02	0,11	0,13	0,02	3,56	0,09	0,02	-
Bahreïn	0,03	0,02	0,02	0,03	0,06	0,02	0,11	0,13	0,03	0,06	-	0,03	-
Bangladesh	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	1,07	0,03	0,02	0,11	0,01	0,01	0,009
Barbade	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,07	0,02	0,02	0,05	0,01	-
Bélarus	0,31	0,33	-	0,31	-	0,32	0,32	0,13	0,37	-	0,04	0,31	0,342
Belgique	1,06	1,16	1,37	1,05	1,00	1,15	1,61	1,33	1,20	0,23	3,64	1,05	1,203
Belize	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	g/	0,11	0,03	0,02	-	0,01	-
Bénin	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,07	0,02	0,02	0,02	0,01	-
Bhoutan	0,01	-	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,03	-	-	-	0,01	-
Bolivie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,07	0,02	0,02	-	0,01	0,007
Botswana	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,13	0,02	-	-	0,01	-
Brésil	1,59	1,44	1,70	1,57	1,57	1,42	2,68	0,80	1,39	1,36	0,70	1,58	0,954
Brunéi Darussalam	0,03	-	-	-	0,06	0,04	0,11	0,13	0,04	0,09	-	-	-
Bulgarie	0,13	0,15	0,01	0,13	0,13	0,15	0,32	0,27	0,20	0,32	0,55	0,13	0,101
Burkina Faso	0,01	0,01	0,18	0,01	0,06	0,01	0,05	0,03	0,02	-	0,02	0,01	-
Burundi	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,03	0,02	-	0,01	0,01	-
Cambodge	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,13	0,02	0,02	-	0,01	0,007
Cameroun	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,27	0,02	0,02	0,05	0,01	0,007
Canada	3,11	3,07	3,62	3,08	2,86	3,03	5,36	4,79	2,96	1,02	2,73	3,09	3,174
Cap-Vert	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,03	0,02	0,02	-	0,01	-
Chili	0,08	0,08	0,09	0,08	0,13	0,08	0,32	0,27	0,13	0,17	0,09	0,08	0,055
Chine	0,77	0,78	0,93	0,76	0,76	0,77	2,68	2,66	1,36	2,99	1,75	0,76	0,622
Chypre	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,02	0,11	0,07	0,03	4,12	0,09	0,02	0,014
Colombie	0,13	0,14	0,16	0,13	0,22	0,14	0,32	0,27	0,16	0,11	0,07	0,13	0,095
Comores	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,02	0,02	-	-	0,01	-
Congo	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,13	0,02	0,02	0,05	0,01	-
Costa Rica	0,01	0,02	0,02	0,01	0,06	0,02	0,11	0,07	0,04	0,02	0,02	0,01	0,014
Côte d'Ivoire	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,02	0,32	0,07	0,04	0,03	0,09	0,02	0,014
Cuba	0,09	0,09	0,11	0,09	0,11	0,09	0,32	0,13	0,13	0,20	0,06	0,09	0,061
Danemark	0,65	0,68	0,81	0,64	0,54	0,68	1,07	1,33	0,71	1,28	2,46	0,64	0,705
Djibouti	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,03	0,02	0,02	-	0,01	-
Dominique	0,01	0,01	0,01	0,01	-	0,01	0,11	-	0,02	0,02	-	0,01	-
Egypte	0,07	0,07	0,08	0,07	0,21	0,07	0,54	0,13	0,12	0,30	0,12	0,07	0,048
El Salvador	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,07	0,02	0,02	0,01	0,01	0,007
Emirats arabes unis	0,21	0,19	0,22	0,21	0,23	0,19	0,11	0,27	0,18	0,22	0,11	0,21	0,197
Equateur	0,03	0,03	0,03	0,03	0,07	0,03	0,11	0,13	0,05	0,09	0,03	0,03	0,020
Espagne	1,98	1,94	2,28	1,96	1,71	1,91	2,68	2,13	1,81	1,03	3,11	1,96	2,002
Estonie	g/	-	-	h/	-	-	0,11	-	-	-	-	-	-
Etats-Unis d'Amérique	25,00	25,00	25,00	-	25,00	25,00	5,36	7,99	24,55	5,83	6,06	25,00	25,928
Ethiopie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,03	0,02	0,03	-	0,01	0,007
Fédération de Russie	9,41	9,92	-	9,32	7,78	9,80	2,68	7,99	10,09	6,26	4,50	9,34	10,257
Fidji	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,07	0,02	0,03	0,02	0,01	-
Finlande	0,57	0,51	0,60	0,56	0,43	0,50	1,07	1,33	0,50	0,31	2,46	0,56	0,519
France	6,00	6,21	7,32	5,94	5,43	6,13	5,36	7,99	5,96	1,48	6,16	5,96	6,420
Gabon	0,02	0,03	0,03	0,02	0,06	0,03	0,11	0,13	0,03	0,02	0,09	0,02	0,031
Gambie	0,01	-	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,03	0,02	0,02	0,005	0,01	-
Ghana	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,32	0,07	0,02	0,04	0,05	0,01	0,007
Grèce	0,35	0,40	0,47	0,35	0,43	0,39	0,32	0,27	0,38	4,70	0,78	0,35	0,262
Grenade	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,03	-	-	-	0,01	-
Guatemala	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,02	0,32	0,07	0,04	0,02	0,02	0,02	0,014
Guinée	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,03	0,02	0,02	0,02	0,01	-
Guinée-Bissau	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,03	0,02	0,02	0,02	0,01	-
Guinée équatoriale	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,03	-	0,02	-	0,01	-
Guyana	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,07	0,02	0,02	-	0,01	-
Haïti	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,03	0,02	0,02	0,01	0,01	0,007
Honduras	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,07	0,02	0,18	0,02	0,01	-
Hong-kong	-	-	-	-	-	-	-	-	0,02	0,60	1/	-	-
Hongrie	0,18	0,21	0,25	0,18	0,11	0,20	0,54	0,27	0,28	0,07	0,84	0,18	0,154

/...

Tableau 3 (suite)

Membres a/	ONU	OIT	FAO b/	Unesco c/	OACI	OMS	UPU	UIT	OMM	OMI	OMPI	ONUDI	ATIA d/
Iles Cook	-	-	0,01 f/	0,01	0,06	0,01	-	-	-	-	-	-	-
Iles Marshall	0,01	-	-	-	0,06	0,01 e/	-	-	-	-	-	-	-
Iles Salomon	0,01	0,01	0,01	-	0,06	0,01	0,11	0,03	0,02	0,02	-	-	-
Inde	0,36	0,37	0,43	0,36	0,54	0,36	2,68	1,33	0,59	1,41	0,66	0,36	0,268
Indonésie	0,16	0,15	0,18	0,16	0,42	0,15	1,07	0,27	0,23	0,52	0,35	0,16	0,102
Iran (République islamique d')	0,77	0,68	0,81	0,76	0,88	0,68	0,54	0,27	0,59	1,02	0,35	0,76	0,457
Iraq	0,13	0,12	0,14	0,13	0,36	0,12	0,32	0,07	0,12	0,23	0,12	0,13	0,080
Irlande	0,18	0,18	0,21	0,18	0,18	0,18	0,54	0,53	0,20	0,08	2,46	0,18	0,187
Islande	0,03	0,03	0,03	0,03	0,07	0,03	0,11	0,07	0,05	0,05	0,18	-	0,031
Israël	0,23	0,21	0,25	0,23	0,35	0,20	0,32	0,27	0,23	0,17	0,73	0,23	0,218
Italie	4,29	3,96	4,67	4,25	3,55	3,91	2,68	5,32	3,50	2,12	3,68	4,26	4,097
Jamahiriya arabe libyenne	0,24	0,28	0,33	0,24	0,23	0,27	0,54	0,27	0,23	0,26	0,55	0,24	0,290
Jamaïque	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,07	0,02	0,02	0,01	0,01	0,007
Japon	12,45	11,30	13,32	12,33	10,42	11,16	5,36	7,99	9,17	7,41	6,06	12,36	11,678
Jordanie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,13	0,01	0,11	0,13	0,02	0,03	0,03	0,01	0,007
Kenya	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,32	0,07	0,02	0,02	0,03	0,01	0,007
Kiribati	-	-	-	0,01	0,06	0,01	0,05	0,03	-	-	-	-	-
Koweït	0,25	0,29	0,34	0,25	0,33	0,28	1,07	0,80	0,25	0,37	-	0,25	0,301
Lesotho	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,02	0,02	-	0,02	0,01	-
Lettonie	g/	-	-	h/	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liban	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,07	0,02	0,07	0,05	0,01	0,007
Libéria	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,07	0,02	10,62	0,01	0,01	0,007
Liechtenstein	0,01	-	-	-	-	-	0,11	0,13	-	-	0,19	-	0,010
Lituanie	g/	-	-	h/	-	-	0,11	-	-	-	-	-	-
Luxembourg	0,06	0,06	0,07	0,06	0,06	0,06	0,32	0,13	0,07	0,39	0,24	0,06	0,062
Macao	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,01 i/	-	-	-
Madagascar	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,07	0,02	0,03	0,02	0,01	0,007
Malaisie	0,12	0,11	0,13	0,12	0,26	0,11	0,32	0,27	0,15	0,40	0,18	0,12	0,074
Malawi	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,03	0,02	0,02	0,02	0,01	-
Maldives	0,01	-	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,03	0,02	0,03	-	0,01	-
Mali	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,03	0,02	-	0,02	0,01	0,007
Malte	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,07	0,02	1,41	0,05	0,01	-
Maroc	0,03	0,04	0,05	0,03	0,09	0,04	0,54	0,27	0,07	0,11	0,10	0,03	0,027
Maurice	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,07	0,02	0,03	0,05	0,01	0,007
Mauritanie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,07	0,02	0,02	0,02	0,01	-
Mexique	0,88	0,93	1,10	0,87	1,03	0,92	1,07	0,27	0,89	0,34	1,82	0,87	0,628
Micronésie (Etats fédérés de)	0,01	-	-	-	0,06	0,01 e/	-	-	-	-	-	-	-
Monaco	0,01 i/	-	-	0,01	0,06	0,01	0,11	0,07	-	0,02	0,24	-	0,010
Mongolie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,07	0,02	-	0,03	0,01	0,007
Mozambique	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,02	0,02	0,02	-	0,01	-
Myanmar	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,03	0,02	0,23	-	0,01	0,007
Namibie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,07	0,02	-	0,01	0,01	0,007
Nauru	0,01 i/	-	-	-	0,06	-	0,11	0,03	-	-	-	-	-
Népal	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,32	0,03	0,02	0,02	-	0,01	-
Nicaragua	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,07	0,02	0,02	0,01	0,01	0,007
Niger	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,03	0,02	-	0,02	0,01	0,007
Nigéria	0,20	0,20	0,23	0,20	0,26	0,20	1,07	0,53	0,21	0,14	0,35	0,20	0,133
Norvège	0,55	0,55	0,64	0,54	0,47	0,54	1,07	1,33	0,55	4,87	2,46	0,55	0,560
Nouvelle-Calédonie	-	-	-	-	-	-	-	-	0,02	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	0,24	0,24	0,28	0,24	0,35	0,23	1,61	0,53	0,30	0,10	0,91	0,24	0,249
Oman	0,03	-	0,02	0,03	0,07	0,02	0,11	0,13	0,03	0,02	-	0,03	-
Ouganda	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,02	0,02	-	0,01	0,01	0,007
Pakistan	0,06	0,06	0,07	0,06	0,24	0,06	1,61	0,53	0,09	0,12	0,03	0,06	0,042
Panama	0,02	0,02	0,02	0,02	0,06	0,02	0,11	0,13	0,04	9,11	0,02	0,02	0,014
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,13	0,02	0,02	-	0,01	-
Paraguay	0,02	0,03	0,03	0,02	0,06	0,03	0,11	0,13	0,03	-	0,02	0,02	0,020
Pays-Bas	1,50	1,64	1,93	1,48	1,77	1,62	1,61	2,13	1,58	1,08	3,70	1,49	1,691
Pérou	0,06	0,06	0,07	0,06	0,08	0,06	0,32	0,07	0,11	0,17	0,03	0,06	0,041
Philippines	0,07	0,09	0,11	0,07	0,26	0,09	0,11	0,27	0,16	1,79	0,09	0,07	0,063
Pologne	0,47	0,56	0,66	0,46	0,37	0,55	0,54	0,27	0,75	0,77	0,78	0,47	0,425
Portugal	0,20	0,18	0,21	0,20	0,22	0,18	0,54	0,27	0,20	0,22	2,10	0,20	0,121
Qatar	0,05	0,05	0,06	0,05	0,07	0,05	0,54	0,13	0,05	0,11	0,02	0,05	0,052
République arabe syrienne	0,04	0,04	0,05	0,04	0,11	0,04	0,11	0,13	0,06	0,04	0,06	0,04	0,027
République centrafricaine	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,03	0,02	-	0,02	0,01	-
République de Corée	0,69 g/	0,68 k/	0,26	0,68	0,78	0,21	1,07	1,33	0,20	1,63	0,35	0,68	0,147
République démocratique populaire lao	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,02	0,02	-	-	0,01	-
République dominicaine	0,02	0,03	0,03	0,02	0,06	0,03	0,11	0,13	0,05	0,02	0,06	0,02	0,020
République populaire démocratique de Corée	0,05	-	0,06	0,05	0,06	0,05	0,32	0,07	0,06	0,12	0,06	0,05	0,034
République-Unie de Tanzanie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,03	0,02	0,02	0,01	0,01	0,007
Roumanie	0,17	0,19	0,22	0,17	0,25	0,19	0,32	0,13	0,24	0,82	0,55	0,17	0,131

/...

Tableau 3 (suite)

Membres a/	ONU	OIT	FAO b/	Unesco c/	OACI	OMS	UPU	UIT	OMM	OMI	OMPI	ONUDI	AIEA d/
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	5,02	4,83	5,69	-	5,13	4,77	5,36	3,99	4,91	3,00	6,06	4,98	4,989
Rwanda	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,03	0,02	-	0,02	0,01	-
Sainte-Lucie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	-	0,02	0,02	-	0,01	-
Saint-Kitts-et-Nevis	0,01	-	0,01	0,01	-	0,01	0,11	-	-	-	-	0,01	-
Saint-Marin	0,01 i/	0,01	-	0,01	0,06	0,01	0,11	0,07	-	-	0,12	-	-
Saint-Siège	0,01 i/	-	-	-	-	-	0,11	0,07	-	-	0,18	-	0,010
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,01	-	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,02	-	0,56	-	0,01	-
Samoa	0,01	-	0,01	0,01	-	0,01	0,05	0,02	-	-	-	-	-
Sao Tomé-et-Principe	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,03	0,02	0,02	-	0,01	-
Sénégal	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,27	0,02	0,03	0,05	0,01	0,007
Seychelles	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	-	0,02	0,02	-	0,01	-
Sierra Leone	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,03	0,02	0,02	0,005	0,01	0,007
Singapour	0,12	0,11	-	-	0,69	0,11	0,11	0,27	0,10	1,76	0,04	-	0,073
Somalie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,03	0,02	0,02	0,005	0,01	-
Soudan	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,02	0,02	0,02	0,01	0,01	0,007
Sri Lanka	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,54	0,13	0,02	0,08	0,05	0,01	0,007
Suède	1,11	1,20	1,42	1,10	0,91	1,19	1,61	2,66	1,27	0,81	3,70	1,10	1,245
Suisse	1,16 i/	1,07	1,26 m/	1,15	1,17	1,06	1,61	2,66	1,11	0,23	3,68	1,15	1,110
Suriname	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,07	0,02	0,02	0,06	0,01	-
Swaziland	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,03	0,02	-	0,03	0,01	-
Tchad	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,03	0,02	-	0,02	-	-
Tchécoslovaquie	0,55	0,65	0,77	0,54	0,43	0,65	1,07	0,53	0,74	0,17	2,46	0,55	0,674
Territoires britanniques des Caraïbes	-	-	-	-	-	-	-	-	0,02	-	-	-	-
Territoires britanniques d'outre-mer	-	-	-	-	-	-	0,54	-	0,02	-	-	-	-
Territoires français d'outre-mer	-	-	-	-	-	-	-	-	0,02	-	-	-	-
Thaïlande	0,11	0,10	0,12	0,11	0,37	0,10	0,32	0,40	0,14	0,19	0,03	0,11	0,068
Togo	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,02	0,02	0,02	0,02	0,01	-
Tokélaou	-	-	-	-	-	0,01 j/	-	-	-	-	-	-	-
Tonga	0,01 i/	-	0,01 m/	0,01	0,06	0,01	0,11	0,02	-	-	-	0,01	-
Trinité-et-Tobago	0,05	0,05	0,06	0,05	0,11	0,05	0,11	0,13	0,05	0,02	0,09	0,05	-
Tunisie	0,03	0,03	0,03	0,03	0,06	0,03	0,54	0,13	0,05	0,07	0,10	0,03	0,020
Turquie	0,27	0,32	0,37	0,27	0,28	0,31	0,54	0,27	0,36	0,92	0,55	0,27	0,216
Tuvalu	0,01 i/	-	-	0,01	-	-	0,05	-	-	-	-	-	-
Ukraine	1,18	1,24	-	1,17	-	1,23	1,07	0,13	1,33	-	0,04	1,17	1,286
Uruguay	0,04	0,04	0,05	0,04	0,06	0,04	0,32	0,13	0,07	0,04	0,09	0,04	0,027
Vanuatu	0,01	-	0,01	-	0,06	0,01	0,11	0,03	0,02	0,45	-	0,01	-
Venezuela	0,49	0,57	0,67	0,48	0,48	0,56	0,11	0,40	0,57	0,29	0,07	0,49	0,374
Viet Nam	0,01	0,01 k/	0,01	0,01	0,06	0,01	0,11	0,13	0,02	0,13	0,03	0,01	0,008
Yémen	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,05	0,07	0,02	0,02	0,005	0,01	-
Yougoslavie	0,42	0,46	0,54	0,42	0,53	0,45	0,54	0,27	0,47	0,76	0,58	0,42	0,302
Zaire	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,32	0,13	0,02	0,03	0,02	0,01	0,007
Zambie	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,01	0,32	0,07	0,02	-	0,01	0,01	0,007
Zimbabwe	0,01	0,02	0,02	0,01	0,06	0,02	0,32	0,13	0,03	-	0,05	0,01	0,014

a/ Un tiret (-) figurant en regard du nom d'un pays indique que celui-ci n'est pas membre de l'organisation en question ou que sa quote-part n'a pas été fixée.

b/ Ce barème découle directement du barème des quotes-parts de l'ONU pour 1989-1991, adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 43/223 du 21 décembre 1988.

c/ Les taux de contribution de l'Unesco ne sont pas des pourcentages mais des fractions d'un barème se chiffrant au total à 69,91.

d/ Compte tenu des principes spéciaux en matière de contributions applicables à l'élément du budget ordinaire relatif aux garanties, les chiffres du barème final comprennent trois décimales.

e/ Ces pays sont de nouveaux membres, inclus pour la première fois dans le barème des quotes-parts de l'OMS.

f/ Le secrétariat du Comité des contributions de l'ONU a indiqué que la quote-part "théorique probable" de ce membre de la FAO, qui n'est pas membre de l'ONU, correspondrait à la quote-part minimum (0,01 %).

g/ La quote-part de ces Etats Membres sera fixée par l'Assemblée générale après examen de la recommandation formulée par le Comité des contributions à sa cinquante-deuxième session, compte tenu des résultats d'une étude effectuée par le Fonds monétaire international. Elle sera déduite rétroactivement de la quote-part de 9,41 % de la Fédération de Russie.

h/ Voir la note g/ ci-dessus. La quote-part de 9,41 % à l'ONU représente l'équivalent de 9,32 % à l'Unesco.

i/ Pays non membres de l'ONU; la quote-part est appliquée pour les activités de l'ONU auxquelles ils participent.

j/ Membres associés.

k/ La quote-part de ces pays s'ajoute au barème approuvé pour 1992.

l/ Ce pays a été suspendu de l'exercice de ses droits et de la jouissance de ses privilèges en tant que membre de l'OMM.

m/ La quote-part de ces membres de la FAO qui ne sont pas membres de l'ONU est calculée sur la base du taux auquel ils sont appelés, par l'ONU, à verser des contributions au titre de certaines activités de l'Organisation.

/...

Tableau 4

Recouvrement des contributions (1990 et 1991)

Organisation	Pourcentage des contributions de <u>l'année en cours acquittées au</u>				Total de toutes les contributions non acquittées au 31 décembre (quelle que soit l'année de compte) (en milliers de <u>dollars des Etats-Unis)*</u>	
	<u>30 juin</u>		<u>30 septembre</u>		1990	1991
	1990	1991	1990	1991		
ONU	47,93	39,73	65,27	61,04	402 952	439 384
OIT	58,67	50,00	70,44	70,10	67 288	67 631
FAO	46,19	46,18	88,10	92,28	162 655	155 305
Unesco	49,87	43,41	72,53	75,03	63 713	66 985
OACI	48,50	32,26	78,52	83,39	11 147	12 289
OMS	40,88	53,00	84,40	81,85	63 880	74 635
UPU	89,54	86,49	92,32	91,57	6 081	6 225
UIT	92,80	91,33	94,47	95,01	20 819	22 930
OMM	57,51	46,80	79,02	75,42	9 547	11 414
OMI	49,69	55,91	68,28	77,97	9 450	6 941
OMPI	75,38	72,42	89,00	87,61	9 905	9 885
ONUDI	45,35	42,71	69,36	71,68	33 477	31 382
AIEA	43,34	45,73	91,17	84,80	20 793	32 870

\* Les contributions libellées dans d'autres monnaies ont été consenties en dollars au taux de change jugé le plus approprié par l'organisation concernée.

Tableau 5  
 Fonds de roulement (1992)  
 (En milliers de dollars des Etats-Unis)

Organisation	Prévisions de dépenses pour 1992	Prévisions de dépenses pour l'exercice	Fonds de roulement	Pourcentage de la 3e colonne par rapport à la 1re colonne	Pourcentage de la 3e colonne par rapport à la 2e colonne
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
ONU	1 007 549	2 015 097 <u>b/</u>	100 000	9,93	4,96
OIT	202 845	405 690 <u>b/</u>	29 854 <u>c/</u>	14,72	7,36
FAO	338 456	676 911 <u>b/</u>	25 000 <u>d/</u>	7,39	3,69
Unesco	222 352	444 704 <u>b/</u>	17 200	7,74	3,87
OACI	47 006	130 316 <u>e/</u>	4 200	8,94	3,22
OMS	367 468	734 936 <u>b/</u>	11 136	3,03	1,52
UPU <u>f/</u>	21 025	21 025	-	-	-
UIT <u>f/</u>	102 528	102 528	-	-	-
OMM	39 164	165 105 <u>g/</u>	3 301	8,43	2,00
OMI	26 499	54 402 <u>b/</u>	2 213 <u>h/</u>	8,35	4,07
OMPI	65 737	131 475 <u>b/</u>	5 755	8,75	4,38
ONUDI	90 507	181 013 <u>b/</u>	9 000	9,94	4,97
AIEA	207 056	207 056	10 000	4,83	4,83

a/ Chiffres tirés du tableau 1.

b/ Budget biennal (1992-1993).

c/ Montant en francs suisses converti en dollars au taux de 1,55 franc suisse pour 1 dollar retenu par l'OIT pour le budget de 1992-1993.

d/ Montant autorisé au 1er janvier 1992. A cette date, le solde effectif était de 181 000 dollars, 18 millions de dollars ayant été virés au Fonds général le 31 décembre 1991 et 6 819 000 dollars restant dus par les Etats Membres.

e/ Budget triennal (1990-1992).

f/ Cette organisation n'a pas de fonds de roulement.

g/ Budget quadriennal (1992-1995).

h/ Compte tenu de l'insuffisance des contributions, la totalité du Fonds de roulement de l'OMI a dû être utilisée en 1988 pour financer des dépenses au titre du budget ordinaire. Un remboursement partiel de 700 000 livres sterling (1 239 000 dollars) a été effectué en décembre 1991, et le solde en espèces au 31 décembre 1991 se chiffrait à 700 258 livres sterling (1 239 452 dollars).

/...

Tableau 6

Fonds extrabudgétaires : dépenses (1989 et 1990) a/

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Organisation	1989	1990
ONU <u>b/</u>	490 053	625 459
UNICEF <u>c/</u>	633 118	738 317
PNUD <u>d/</u>	420 400	510 080
FNUAP <u>e/</u>	104 405	119 885
UNRWA	265 010	292 545
HCR	570 329	544 010
PAM	1 035 300	1 031 195
OIT	127 305	138 841
FAO	368 856	383 603
Unesco	73 340	82 760
OACI	55 292	62 486
OMS <u>f/</u>	324 675	321 406
UPU	3 449	4 418
UIT	38 556	36 956
OMM <u>g/</u>	47 614	64 090
OMI	16 126	15 418
OMPI	5 586	6 560
ONUDI	133 782 <u>h/</u>	159 558
AIEA	74 197	78 104

a/ Ce tableau indique les dépenses en espèces ou en nature engagées au titre de fonds extrabudgétaires (pour les dépenses imputées sur les budgets ordinaires, voir le tableau 1). Les ressources allouées par des organismes de financement du système à des institutions financières internationales et à des organismes extérieurs au système sont indiquées par l'organisme de financement. Toutes les autres dépenses sont indiquées par l'organisme d'exécution afin d'éviter le double comptage. Les dépenses d'appui aux activités de coopération technique sont incluses dans la mesure où elles ne sont pas intégrées dans les prévisions de dépenses au titre du budget ordinaire. Les dépenses engagées dans des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis ont été converties en dollars aux taux de change jugés les plus appropriés par les organisations concernées.

(Suite des notes page suivante)

---

(Suite des notes du tableau 6)

b/ Les chiffres comprennent les dépenses financées par le Fonds du Programme des Nations Unies pour l'environnement et engagées par des organes qui ne figurent pas dans le tableau; ils comprennent également les dépenses engagées au titre des fonds volontaires du Centre du commerce international CNUCED/GATT. Les dépenses relatives aux opérations de maintien de la paix financées par des fonds extrabudgétaires ne sont pas prises en compte.

c/ Les chiffres comprennent les dépenses au titre de la masse commune des ressources et les dépenses imputées sur les fonds supplémentaires.

d/ Y compris les dépenses au titre d'activités financées par le PNUD et engagées par des organes qui ne figurent pas dans le présent rapport, tels que la Banque mondiale et les banques régionales de développement et d'autres organismes extérieurs au système.

e/ Y compris les dépenses au titre d'activités financées par le FNUAP et engagées par des organes qui ne figurent pas dans le présent rapport.

f/ Non compris les dépenses engagées par l'Organisation panaméricaine de la santé et l'Organisation internationale de recherche sur le cancer.

g/ Les chiffres annuels ne sont pas disponibles, cette organisation ayant un budget biennal. Les chiffres figurant dans la colonne de 1989 correspondent à l'exercice 1988-1989 et ceux de la colonne de 1990 à l'exercice 1990-1991.

h/ Programmes de coopération technique financés par des sources diverses.

Tableau 7

Fonds extrabudgétaires : montants en espèces reçus à titre  
 de contributions volontaires (1989 et 1990)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Organisation	Etats Membres		Autres contributions importantes		Total	
	1989	1990	1989	1990	1989	1990
ONU <u>a/</u>	356 063	353 928	5 827	6 555	361 890	360 483
UNICEF <u>b/</u>	498 438	597 350	168 647	223 276	667 085	820 626
PNUD <u>c/</u>	1 195 065	1 306 822	1 871	12 317	1 196 936	1 319 139
FNUAP <u>d/</u>	179 828	198 914	192 490	224 163	372 318	423 077
UNRWA <u>e/</u>	153 338	152 079	25 842	36 296	179 180	188 375
HCR	394 841	444 646	8 602	31 602	403 443	476 248
PAM	400 474	317 497	39 786	40 892	440 260	358 389
OIT	55 580	57 426	24 842	32 973	80 422	90 399
FAO	154 566	136 884	1 363	642	155 929	137 526
Unesco	26 073	34 222	2 620	2 847	28 693	37 069
OACI	8 413	14 318	-	-	8 413	14 318
OMS	146 127	171 150	670	453	146 797	171 603
UPU	304	604	-	-	304	604
UIT <u>f/</u>	97	-	-	-	97	-
OMM	8 953	13 565	407	367	9 360	13 932
OMI	7 083	7 135	469	946	7 552	8 081
OMPI	1 066	157	-	-	1 066	157
ONUDI <u>g/</u>	58 826	63 613	9 340	9 328	68 166	72 941
AIEA	34 057	39 434	-	-	34 057	39 434
<b>Total</b>	<b>3 679 192</b>	<b>3 909 744</b>	<b>482 776</b>	<b>622 657</b>	<b>4 161 968</b>	<b>4 532 401</b>

(Voir notes page suivante)

/...

---

(Notes du tableau 7)

a/ Y compris les contributions à des fonds d'affectation spéciale gérés par l'ONU, la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) (y compris le Fonds "Dons à des fins spéciales"), le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (CNUEH) (Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains et Année internationale du logement des sans-abri) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (Fonds pour l'environnement et Fonds d'affectation spéciale).

b/ Y compris les contributions à la masse commune des ressources et aux fonds supplémentaires.

c/ Y compris les contributions aux fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD.

d/ Y compris les contributions aux fonds d'affectation spéciale gérés par le FNUAP.

e/ Y compris les contributions au titre de projets spéciaux, mais non compris les programmes de secours d'urgence à Gaza, sur la Rive occidentale et au Liban.

f/ Les contributions reçues de sources extrabudgétaires pour les activités d'assistance technique sont considérées comme des fonds d'affectation spéciale et figurent donc au tableau 6.

g/ Contributions versées au Fonds de développement industriel et à d'autres fonds d'affectation spéciale.

Tableau 8

Effectifs au 31 décembre 1990

Organisation	Budget ordinaire	Fonds extra-budgétaires	Total	Participants à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies
ONU	9 521 <u>a/</u>	17 615 <u>b/</u>	27 136 <u>a/ b/</u>	30 628 <u>c/</u>
OIT <u>d/</u>	1 690	1 387	3 077	3 289
FAO <u>e/</u>	3 113	3 257	6 370	7 103
Unesco	2 214	589	2 803	2 942
OACI	598	454	1 052	1 062
OMS <u>f/</u>	3 619	1 772	5 391	6 347
UPU	146	26	172	<u>g/</u>
UIT	635	234	869	984
OMM	228	150	378	414
OMI	234	81	315	330
OMPI	351	22	373	395
ONUDI	1 020	763	1 783	2 059
AIEA	1 642	123	1 765	1 986
<b>Total</b>	<b>25 011</b>	<b>26 473</b>	<b>51 484 <u>h/</u></b>	<b>57 539 <u>i/</u></b>

Sources : a) Pour les fonctionnaires occupant des postes inscrits au budget ordinaire ou financés par des fonds extrabudgétaires, Statistiques du personnel du Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA) au 31 décembre 1990 (ACC/1991/PER/R.28) : les chiffres correspondant aux fonctionnaires en poste nommés au sens du statut ou du règlement du personnel des organisations considérées pour une période de 12 mois ou plus; b) pour les participants à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, Rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-sixième session, Supplément No 9 (A/46/9, annexe I) : il s'agit de fonctionnaires ayant des contrats de six mois ou plus.

a/ Fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des entités connexes, y compris le CCI (CNUCED/GATT), occupant des postes inscrits au budget ordinaire.

(Suite des notes page suivante)

---

(Suite des notes du tableau 8)

b/ Ce chiffre comprend les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des entités connexes, y compris le CCI (CNUCED/GATT), dont les postes sont financés par des fonds extrabudgétaires et tous les fonctionnaires de l'UNICEF et du PNUD, y compris le FNUAP.

c/ Ce chiffre comprend, outre les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des entités connexes, les fonctionnaires de l'UNICEF et du PNUD.

d/ Y compris les fonctionnaires du Centre international de formation technique et professionnelle avancée à Turin.

e/ Y compris les fonctionnaires du PAM.

f/ Y compris les fonctionnaires de l'OPS.

g/ N'est pas affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

h/ En outre, au 31 décembre 1990, il y avait 254 fonctionnaires au Fonds international de développement agricole (FIDA) et 402 fonctionnaires au GATT, qui ne figurent ni l'un ni l'autre dans le présent rapport. Si l'on ajoute ces chiffres à ceux qui figurent dans les statistiques du CCQA mentionnées dans la source ci-dessus, on obtient un total de 52 140 fonctionnaires.

i/ En outre, au 31 décembre 1990, on comptait un certain nombre de participants dans des organes qui ne figurent pas dans le présent rapport, à savoir 261 au FIDA, 429 au GATT, 26 au Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels, et 8 à l'Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes. Si l'on ajoute ces chiffres à ceux qui figurent dans le rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions mentionné dans la source ci-dessus, on obtient un total de 58 263 participants.

-----